

Mémoires d'ici, mémoires d'ailleurs

Anne Gilbert et Danielle Migeon

Numéro 42, 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1042827ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1042827ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut franco-ontarien

ISSN

0708-1715 (imprimé)

1918-7505 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gilbert, A. & Migeon, D. (2017). Mémoires d'ici, mémoires d'ailleurs. *Revue du Nouvel-Ontario*, (42), 13–51. <https://doi.org/10.7202/1042827ar>

Mémoires d'ici, mémoires d'ailleurs

ANNE GILBERT ET DANIELLE MIGEON

Université d'Ottawa

Projet collaboratif et interdisciplinaire réunissant une quinzaine de spécialistes de la francophonie de l'Université d'Ottawa, le Chantier Ottawa¹ cherche à faire l'histoire de la Ville d'Ottawa du point de vue des francophones qui ont participé à son édification. Il se structure autour de différentes initiatives de recherche sur la population francophone : ses quartiers, ses institutions, ses réalisations, sa participation politique. Il s'intéresse particulièrement aux années 1960 et 1970, moment de grandes transformations au sein de la communauté francophone d'Ottawa. L'une des ambitions du Chantier est de faire une histoire orale d'Ottawa, lieu de vie française, en ayant recours aux mémoires de ses citoyens². Notre objectif est de reconstruire, à partir des récits du passé livrés par

¹ Pour en connaître plus sur le Chantier Ottawa, voir Centre de recherche en civilisation canadienne-française « Chantier Ottawa », <http://arts.uottawa.ca/crccf/recherche/chantier-ottawa> (consulté le 14 janvier 2016).

² Pour une réflexion sur la mémoire, voir Fernand Dumont, *L'avenir de la mémoire*, Québec, Nuit blanche, « Conférences publiques de la CEFAN », 1995, 95 p. Sur les enjeux de la mémoire dans la francophonie canadienne, on peut consulter, entre autres, Anne Gilbert, Michel Bock et Joseph Yvon Thériault (dir.), *Entre lieux et mémoire. L'inscription de la francophonie dans la durée*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2009, 367 p. et Michelle Landry,

différents acteurs communautaires, une histoire locale, communautaire et institutionnelle, politique et urbaine, qui reflète la façon dont elle a été vécue par sa population francophone.

Nous nous sommes ainsi entretenus avec des leaders francophones parmi les plus actifs dans la communauté. Ils nous ont livré leurs souvenirs de certains événements marquants de l'histoire récente d'Ottawa, tels la rénovation urbaine de la Basse-Ville ou les débats entourant le bilinguisme de la Ville d'Ottawa. Les transformations du réseau associatif francophone, les modalités changeantes de la participation des francophones à la vie politique municipale, la diversité grandissante de la francophonie locale ont aussi été abordées, de même que la scène culturelle, qui a été l'un des principaux creusets de l'affirmation des francophones à Ottawa et qui constitue un volet important de l'histoire francophone d'Ottawa.

Ce texte vise à livrer un pan de cette histoire³. Il s'appuie sur les entretiens menés auprès de huit « grands témoins » de la vie française d'Ottawa – c'est ainsi que nous avons choisi de les nommer –, sur les grands moments de l'histoire de la communauté depuis les années 1960. Il porte sur leurs mémoires d'Ottawa ou, soyons précises, sur certaines de leurs mémoires d'Ottawa : nous nous attachons, en effet, tout particulièrement dans ce texte, à leurs mémoires des autres composantes de la francophonie ontarienne et canadienne, mémoires qui contribuent à

Martin Pâquet et Anne Gilbert (dir.), *Mémoires et mobilisations*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2015, 307 p.

³ Le titre « Mémoires d'ici, mémoires d'ailleurs » convient mieux à ce propos que celui donné à la communication que nous avons livré au colloque « Quatre siècles de présence française en Ontario », tenu à Sudbury en juin 2015.

fixer l'image qu'ils ont de leur propre communauté⁴. Nous évoquons, ce faisant, le jeu de miroirs particulier par lequel la comparaison entre Ottawa et d'autres lieux de vie française à l'échelle du pays alimente, chez nos grands témoins, une vision particulière positive d'Ottawa, qui n'est pas sans effet sur leurs façons de voir son avenir.

Une communauté et son discours

Dynamiques internes de la communauté

Cet article porte sur la communauté francophone d'Ottawa, telle qu'elle se voit et se perçoit. Il en fait le portrait, tel qu'esquissé par certains de ses membres les plus influents. De par leur engagement au sein de la francophonie locale, voire provinciale, pour la plupart, les grands témoins ont participé à la transformation de la communauté franco-ontarienne depuis les années 1960. Leurs témoignages illustrent qu'ils s'identifient à la fois en trouvant des points communs avec tous les Franco-Ontariens, mais aussi en se démarquant des habitants des deux autres métropoles franco-ontariennes que sont devenues Sudbury et Toronto⁵. Les mémoires de ces grands bâtisseurs nous permettent de mieux comprendre les dynamiques complexes qui existent entre ces différents pôles de l'Ontario français au sein d'une période de grands changements, qui voit la naissance des conseils

⁴ Un texte sur d'autres aspects de leur mémoire, intitulé « Mémoires francophones d'Ottawa » est paru dans *Ottawa, lieu de vie français*, un ouvrage collectif publié aux Presses de l'Université d'Ottawa à l'automne 2017. Il est dirigé par Anne Gilbert, Michel Bock, Linda Cardinal, Lucie Hotte et François Charbonneau.

⁵ Terme repris d'Anne Gilbert et Marie-Pierre Bérubé, « Du village à la métropole : les nouvelles communautés franco-ontariennes », dans Dean Louder et Éric Waddell (dir.), *Franco-Amérique*, Québec, Septentrion, 2008, p. 61-81. Une nouvelle édition revue et augmentée a paru au printemps 2017.

scolaires de langue française, une véritable effervescence culturelle et la mise sur pied des premiers services gouvernementaux en français.

Ces grands témoins ont relaté leur vision de ce qu'a été la communauté au fil des 50 dernières années : comment elle s'est transformée dans les années 1960 et 1970, a évolué durant les années fastes pour le développement de la francophonie ontarienne qu'ont été les années 1980 et 1990, et s'est adaptée à la nouvelle donne des années 2000, tant au plan interne qu'externe.

Les dynamiques internes de la communauté sont au cœur du récit qu'ils nous ont offert. Ils nous ont parlé des voisinages dans lesquels ils ont grandi, de l'éducation qu'ils ont reçue dans les collèges et les universités qu'ils ont fréquentés. Ils ont longuement évoqué les gens avec qui ils ont œuvré, les activités qu'ils ont faites ensemble et les institutions que leur collaboration a permis de mettre en place. Les modalités de leur engagement politique ont aussi été discutées, ainsi que les grands dossiers qu'ils ont défendus, seuls et avec d'autres. Les défis auxquels s'est butée la communauté au fil de son histoire et les stratégies particulières développées par ses leaders ont été longuement évoqués.

Destins croisés

Ainsi, le récit livré par les grands témoins que nous avons interrogés dépeint la communauté en tant que foyer de relations entre des lieux, une population, des institutions et le politique. Il ne s'en tient pas toutefois aux seules dynamiques internes de cette communauté. Le discours évoque aussi comment cette dernière s'est édifiée au contact des autres composantes de la francophonie ontarienne et canadienne, au sein d'un faisceau d'échanges qui

fait que leurs destins sont irrémédiablement liés⁶. C'est ainsi qu'il insiste sur le fait qu'elles participent des mêmes mobilités, s'arriment aux mêmes institutions, se structurent autour des mêmes organisations. Évoluant dans le même contexte minoritaire, elles partagent une expérience commune de mobilisation et de lutte. Bref, Ottawa et le reste de l'Ontario français, pour ne nommer que celui-ci, sont unis autour d'un même passé et font face aux mêmes enjeux quant à leur avenir. Les actions de l'un auront ainsi un impact certain sur les développements de l'autre. Ce sentiment d'une destinée commune de la francophonie ontarienne est partagé par plusieurs des grands témoins.

Jeux de miroir

Ceci dit, les témoignages sont loin de présenter la communauté franco-ontarienne comme un tout monolithique. Ils insistent sur le caractère particulier d'Ottawa. La francophonie d'Ottawa se distinguerait ainsi de celle des autres régions de la province à plusieurs égards, auxquelles elle se compare avantageusement, ne serait-ce que par la taille de ses effectifs. Ottawa accueille la plus grande concentration de francophones en Ontario – 143 040 personnes qui ont le français comme première langue officielle parlée en 2011⁷ –, qui se sont ainsi dotés au fil du temps d'un éventail d'institutions qui recouvre tous les secteurs de la vie collective. Ces dernières offrent de multiples occasions d'interagir en français, dans plusieurs

⁶ Anthony Giddens, *The constitution of society: Outline of the theory of structuration*, Cambridge, Polity Press, 1984, 402 p.; Doreen Massey, *Space, Place and Gender*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1994, 289 p.

⁷ Statistique Canada, « Ottawa, Ontario (Code 3506008) et Ontario (Code 35) (tableau) », *Profil du recensement, Recensement de 2011*, n° 98-316-XWF au catalogue.

quartiers de la ville. Le caractère frontalier d'Ottawa et la proximité de Gatineau ajoutent à leur portée : des milliers de francophones traversent les ponts quotidiennement, pour le travail, les services spécialisés d'éducation et de santé, le magasinage, les loisirs. Ils évoluent pour plusieurs en français. La présence du gouvernement fédéral constitue une autre originalité de la région, qui a une longue tradition de bilinguisme. Capitale du pays, Ottawa regroupe une constellation d'organismes à portée nationale, dont plusieurs organismes de défense du français.

Ces atouts de la francophonie d'Ottawa apparaissent en filigrane du récit que nous offrent les grands témoins. Ceux-ci leur apparaissent d'autant plus clairement qu'ils comparent Ottawa aux autres communautés francophones de l'Ontario et du reste du pays, qui agissent ainsi pour elle comme un miroir⁸. C'est en se comparant à autrui que la francophonie d'Ottawa arrive à mieux se voir. Faisant prendre toute la mesure des « frontières », comme les nommait Frederik Barth, qui séparent Ottawa des autres composantes de la francophonie ontarienne et canadienne, des différences qui les opposent, le regard qu'ils portent sur ces dernières s'avère un moyen efficace de se définir⁹. Et ils n'hésiteront pas à mobiliser de telles frontières pour caractériser la francophonie d'Ottawa et réfléchir sur son devenir.

Nous croyons que leurs récits font d'autant plus appel à ces jeux de miroir, que, comme minorité, la commu-

⁸ Nous développons cette idée du jeu de miroir par lequel les Franco-Ontariens d'Ottawa, en se comparant aux Québécois de Gatineau, prennent la pleine mesure de qui ils sont, dans Anne Gilbert, Luisa Veronis, Marc Brosseau et Brian Ray, *La frontière au quotidien. Expériences des minorités à Ottawa-Gatineau*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2014, 375 p.

⁹ Frederik Barth (dir.), *Ethnic groups and boundaries: The social organization of culture difference*, Londres, Allen & Unwin, 1969, 153 p.

nauté francophone d'Ottawa est soumise à un processus continu « d'expression et de validation », pour reprendre encore une fois les termes de Barth¹⁰. La prégnance des frontières est, en effet, beaucoup plus marquée en milieu minoritaire que dans les sociétés majoritaires qui se définissent plus aisément en termes de l'environnement socioculturel plus large dans lequel elles baignent. Comme c'est, au contraire, le milieu immédiat qui prime ici, que chaque communauté doit trouver localement comment tirer son épingle du jeu, on aurait tendance à exagérer la dichotomisation entre soi et l'Autre. Ainsi, le discours des leaders francophones d'Ottawa se construirait, en grande partie, sur la comparaison avec les autres francophonies, tant ontarienne que canadienne. Le texte vise à présenter les références qui découlent d'un tel exercice de comparaison et à faire ressortir comment elles participent à la mémoire d'Ottawa.

Huit grands témoins

L'équipe du Chantier Ottawa a rencontré huit leaders parmi les plus actifs dans la communauté francophone d'Ottawa, qui ont partagé avec elle leurs souvenirs des grands moments de son histoire depuis les années 1960. Nous avons eu avec eux un entretien d'une durée de deux heures, à la fin de l'automne 2012 ou au début de l'hiver 2013, capté sur bande vidéo, transcrit et analysé. Cet entretien a porté d'abord sur leur parcours, depuis leur enfance, leur adolescence et leurs études jusqu'aux grandes étapes de leur carrière. La conversation s'est poursuivie sur les différentes formes de leur engagement dans la communauté francophone. Ils ont décrit les actions qu'ils y ont menées et dont ils étaient particulièrement fiers.

¹⁰ *Ibid.*, p.15.

Nos interlocuteurs en ont reconstitué le déroulement, ont décrit leur rôle et responsabilités. Ils ont insisté sur les collaborations qui leur ont permis, ultimement, de réussir. Ils nous ont expliqué pourquoi ils avaient privilégié certaines stratégies plutôt que d'autres. Ils ont aussi commenté sur la portée transformative de ces événements. L'entretien s'est conclu par une réflexion sur les enjeux actuels du développement de la francophonie d'Ottawa et sur ce qu'ils entrevoient pour son futur. Le guide d'entretien, comprenant la liste des sujets que nous voulions évoquer, leur avait été acheminé au préalable, pour les aider dans leur préparation. Si la structure de chacune des conversations a été la même, chacun y est cependant allé des événements de son choix, pour nous raconter l'histoire de la vie française d'Ottawa.

Plusieurs acteurs francophones étaient dans notre mire, qui ont laissé leur marque dans divers secteurs de la vie collective, depuis l'éducation, la culture, la santé, les communications jusqu'au politique à proprement parler. Nous en avons rencontré huit dans un premier temps¹¹. Ils ont ceci en commun d'avoir agi sur divers fronts et à divers titres. Nous aurions pu en rencontrer plusieurs autres, dont les témoignages auraient contribué à reconstituer plus finement la mémoire d'Ottawa qui s'est construite au fil des ans. Sans être représentatifs de l'ensemble des leaders francophones de la région – un objectif irréaliste quand on adopte une telle démarche – les huit grands témoins qui se sont entretenus avec nous n'en représentent pas moins cette génération qui a pris les rênes du pouvoir à Ottawa à la fin des années 1960 et a contribué depuis à donner à la communauté l'éventail

¹¹ Tous ceux à qui nous avons fait l'invitation de nous rencontrer l'ont généreusement acceptée.

d'institutions dont elle jouit aujourd'hui. Il s'agit de Georges Bédard, Lucien Bradet, Fernan Carrière, Pierre de Blois, Rolande Faucher, Gérard Lévesque, Jacqueline Pelletier et Alain Poirier (voir l'annexe 1 pour leur biographie).

Ces huit « grands témoins » d'une histoire dont ils ont été parmi les principaux acteurs, sont nés entre 1941 et 1951. Comme ils franchissaient le passage à la vie adulte entre 1965 et 1975, ils étaient donc au tournant de la vingtaine lorsque la francophonie d'Ottawa a commencé à se moderniser au gré d'une importante croissance démographique et de transformations majeures de son économie et de ses milieux de vie. Ils ont fait carrière de 1975 à 2005, alors qu'elle se dotait, sous leur leadership, d'un réseau institutionnel dans un éventail de domaines de la vie collective beaucoup plus complet, à Ottawa, mais aussi ailleurs dans la province. Ils ont pris leur retraite pour la plupart depuis 2005, la soixantaine bien sonnée, accompagnant d'un peu plus loin les efforts d'une population francophone pour consolider ses acquis. Chacune de ces périodes alimente chez eux son lot de souvenirs, qu'ils ont généreusement acceptés de partager avec nous.

Des perspectives convergentes

Bien qu'ils aient vécu à la même époque et dans un même lieu – Ottawa – tous les grands témoins qui ont participé au Chantier Ottawa n'ont pas eu le même parcours. Certains n'ont habité qu'à Ottawa, d'autres ont grandi ou passé une partie de leur vie adulte ailleurs au Canada. D'aucuns, enfin, ont une expérience internationale. Leurs mémoires d'ici et leurs mémoires d'ailleurs reflètent ces géographies différentes. Tous n'ont pas fait les mêmes

rencontres, ne fréquentant pas nécessairement les mêmes cercles. Leurs témoignages attestent de cette diversité. Néanmoins, plusieurs ont évolué dans les mêmes quartiers et ont œuvré dans les mêmes institutions. Et ils se sont beaucoup côtoyés. Ainsi nos interlocuteurs ont souvent référé aux mêmes événements sur la scène locale, nationale et internationale, qu'ils les aient vécus ou non directement¹². Bref, si leurs mémoires diffèrent, elles ne se contredisent jamais. Et elles se croisent, s'alimentant les unes aux autres, se complétant. Ceci donne une grande cohérence au récit qui se dégage de cette série d'entretiens.

Visions d'ici, visions d'ailleurs

Disons-le d'entrée de jeu. Si les grands témoins de la vie française d'Ottawa évoquent les autres composantes de la francophonie, ces dernières n'occupent pas une très grande place dans leur discours¹³. On réfère, bien sûr, à certaines autres localités de l'Ontario français, à ses ensembles régionaux, quelquefois au Québec et aux autres provinces du Canada, mais le propos reste essentiellement centré sur Ottawa, nos interlocuteurs ne se prêtant guère, du moins en apparence, au jeu de la comparaison. Tous insistent d'ailleurs sur le caractère particulier de la francophonie d'Ottawa. Dotée d'un éventail de ressources et proche du pouvoir politique, Ottawa jouit d'une position unique aux dires de ces leaders.

¹² Maurice Halbwachs souligne combien il est souvent difficile de départager entre mémoire individuelle et mémoire collective, l'une et l'autre s'alimentant mutuellement (*La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997, 295 p.).

¹³ D'ailleurs, l'un des huit grands témoins ne mentionne aucun autre lieu qu'Ottawa, ses rues et ses quartiers, dans son témoignage.

Les références explicites aux autres francophonies qui font l'objet de ce texte¹⁴, sont donc assez peu nombreuses. De fait, certains de nos interlocuteurs ont parlé de la francophonie d'Ottawa comme d'une communauté plutôt fermée sur elle-même, peu sensible à ce qui se passe ailleurs. Ils n'auraient pour leur part « découvert » les autres communautés francophones que lorsque, jeunes adultes, ils ont œuvré au sein d'organismes provinciaux ou participé à des activités organisées sous leur égide. L'un d'entre eux soulignera que « c'est seulement à ce moment-là que je me suis perçu comme minoritaire ». Ottawa, ses quartiers, sa vie communautaire, auraient offert un cadre de vie au sein duquel ceci lui aurait échappé. L'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO), où les uns se sont engagés souvent très jeunes, a ainsi joué un rôle particulièrement important dans la sensibilisation des leaders d'Ottawa aux autres francophonies. La mobilité a favorisé chez d'autres une certaine ouverture. C'est lorsqu'il est déménagé ailleurs dans la province, par exemple, qu'un des grands témoins a pris conscience de ce qui s'y faisait d'intéressant, et qu'a été ébranlée pour lui la conviction que « vivre à Ottawa, c'est vivre en ville », que « vivre à Ottawa, c'est vivre en avance sur le reste de l'Ontario français ». Il ajoutera que ce n'est qu'avec l'éloignement qu'il a pu sentir toute la suffisance des francophones d'Ottawa.

C'est normal que toutes les grandes affaires soient nées à Ottawa. La Cité collégiale, l'Université d'Ottawa, les premiers théâtres professionnels... il y avait la masse critique, la possibilité de tout cela.

¹⁴ Après les avoir identifiées suite à un repérage du contenu géographique des entretiens, ces références ont ensuite été regroupées en fonction de leur échelle et analysées.

Mais ce que je dis, c'est qu'il y avait... qu'il y a comme un autre côté de la médaille à cette suffisance d'Ottawa, pour ne pas dire cette autosuffisance d'Ottawa.

L'Est ontarien et l'Outaouais québécois

Ainsi, on évoque peu la région environnante dans le discours sur Ottawa. Tout au plus, quelques références à certaines localités de l'Est ontarien inscrites dans les trajectoires individuelles, parce que lieux d'origine des parents et pour y avoir encore de la famille. Cumberland, Rockland, ou encore Hawkesbury et Cornwall, font ainsi partie de ce que l'on nomme en géographie, la « carte mentale » des grands témoins de la vie française d'Ottawa. On ne fait toutefois que les nommer au passage, sans plus. Quoique ces localités soient étroitement intégrées à la vie de la capitale, on n'insiste guère dans les témoignages sur les relations qui les unissent à Ottawa. Un seul grand témoin réfère à une action conjuguée d'un organisme, à Ottawa et dans Prescott-Russell.

Seule Orléans fait l'objet de commentaires plus substantiels. L'un des grands témoins, notamment, réfère au « village » qu'est Orléans au tournant des années 1970 et à son environnement champêtre. Il y régnait, à ses dires, une convivialité qui n'existait déjà plus à Ottawa, passée dans le camp des grandes villes. Dans un contexte où la francophonie était en train de perdre les territoires qui étaient les siens à Ottawa – pensons aux plaines Le Breton et à la Basse-ville qui est en train de disparaître sous le pic des démolisseurs –, Orléans est présentée comme un refuge. Mais le village ne pourra résister longtemps à l'assaut des développeurs, si bien que c'est sous l'angle de la lutte, que plus loin dans son discours, notre interlocuteur évoquera encore Orléans. Il référera à la création du

Mouvement d'implication francophone d'Orléans (MIFO) comme un événement-phare de l'histoire de la francophonie régionale. Pour un autre de nos interlocuteurs, nul doute qu'Orléans, comme Ottawa, est devenue une « une grande ville, et de moins en moins francophone ».

Hull, Aylmer ou Gatineau, de l'autre côté de la rivière des Outaouais, ne reçoivent guère plus d'attention. On ne les mentionne le plus souvent qu'au gré de réminiscences de moments forts de la jeunesse – un concert au Collège St-Alexandre par exemple – comme si la ville voisine avait, depuis, perdu sa prégnance.

Les quelques exceptions concernent la compétition que se livrent Ottawa et Gatineau dans le domaine culturel et des médias. On y fait référence lorsqu'on rappelle les changements apportés au calendrier du Festival franco-ontarien à cause des événements organisés là-bas, autour de la St-Jean. Un grand témoin critique, pour sa part, la place démesurée qu'occupe Gatineau dans *Le Droit*. Dans ces deux contextes, comme dans celui du transport transfrontalier au sujet duquel on ne manque pas de faire ressortir jusqu'à quel point les visions sont différentes à Gatineau et à Ottawa, la frontière apparaît particulièrement étanche.

L'Ontario français

D'autres lieux, à l'échelle de la province, retiennent davantage l'attention des leaders que nous avons rencontrés : pour s'y être déplacés, alors que des crises y éclataient, dans le domaine scolaire plus particulièrement; pour y avoir travaillé à certains moments de leur vie professionnelle; ou encore pour en avoir côtoyé les acteurs, dans différents forums provinciaux, quoique la

francophonie d'Ottawa reste assez peu sensible, semble-t-il, à ce qui se passe ailleurs dans la province.

Parmi les localités qui sont évoquées, toutes – ou presque toutes – ont fait face à des conflits importants avec la majorité au cours des 50 dernières années, que ce soit pour l'obtention d'écoles de langue française ou encore dans les dossiers entourant le bilinguisme des institutions locales. Qu'on pense à Penetanguishene, ou encore à Sturgeon Falls, Windsor, Kapuskasing, Cornwall. Ce sont par ces conflits que ces villes et villages de l'Ontario français ont marqué les représentations de nos interlocuteurs. Certains d'entre eux ont rappelé le rôle qu'ils ont eux-mêmes joué localement dans leur dénouement, lorsqu'ils ont été mandatés par les organismes qui les employaient pour apporter leur concours aux acteurs sur le terrain. D'autres ont été appelés à couvrir les événements en tant que journalistes et évoquent alors les tensions qui, parfois, divisaient la communauté francophone. D'autres, enfin, se remémorent les événements pour y avoir directement participé, en tant qu'étudiants, animateurs, ou autres.

Le conflit scolaire de Mississauga, ça a été une belle démonstration du fait suivant : même si peu de gens font des démarches pour gagner un droit, quand le droit est là, s'il est disponible, les gens vont en profiter.

Il y avait un tout petit comité d'éducation rattaché à un club social à Mississauga. J'oublie le nom. Mais ce qui me frappait, c'était toutes des femmes dans le comité, parce que c'est elles qui avaient le temps, puis c'était tous des mariages mixtes...

Seules ces localités semblent s'être taillé une place dans les mémoires francophones d'Ottawa. On ne parle jamais des autres, comme s'il s'agissait de milieux avec lesquels Ottawa a peu à voir. Une telle distance séparerait Ottawa des « régions », comme on les nomme parfois avec un peu

d'arrogance, qu'elles ne présenteraient pour les francophones de la capitale assez peu d'intérêt. D'aucuns ne se gênent pas d'ailleurs pour critiquer la léthargie de leurs associations francophones locales ou encore de l'ACFO, qui était leur porte-parole et dont on a âprement cherché à se dissocier. Seule Sudbury échappe à la critique, dont on vante au contraire le dynamisme des élites, dont l'un de nos interlocuteurs n'a pas manqué de souligner au passage jusqu'à quel point il ressemble à celui qui caractérise le milieu francophone d'Ottawa.

Sudbury occupe, en effet, une place particulière dans le discours des grands témoins. La comparaison d'Ottawa avec cette autre capitale de l'Ontario français est un des éléments les plus importants du récit qu'ils font des autres composantes de la francophonie canadienne. Le Sudbury des années 1970, ses institutions, son leadership, figurent ainsi dans de nombreux témoignages. La communauté attire alors par sa jeunesse, par son ouverture, par sa convivialité, par son énergie créatrice. On vante son leadership, dépeint comme moins conservateur que celui d'Ottawa, « qui empêche des projets tels que le Centre culturel Guigues, l'université franco-ontarienne... ».

Moi, je dirais que les gens de Sudbury – on parle des années 1978-1980 – étaient peut-être plus affranchis de leurs élites que les gens d'Ottawa... Une société plus conviviale, je dirais. Juste un détail : il n'y avait pas énormément de spectacles à Sudbury. Alors, dès qu'il y avait quelque chose, bon, on se sentait comme une espèce de devoir d'y aller, un devoir agréable, mais un devoir.

Sudbury est érigée en quelque sorte comme un modèle. Peut-être faut-il préciser que certains organismes, certains regroupements, certains milieux de Sudbury le sont, car certains discours ne sont pas sans rappeler aussi le conservatisme d'une partie des élites du Nord, qui se serait opposées au projet de conseils scolaires « homogènes ».

Ce sont les institutions culturelles de Sudbury qui retiennent essentiellement l'attention, et plus particulièrement l'audace de leurs artisans. Ces dernières s'imposent à l'échelle provinciale et font perdre au Nord son caractère périphérique. C'est ainsi qu'on dit s'être, par exemple, identifié fortement à Cano, un groupe musical franco-ontarien devenu quasi-mythique suite au suicide de l'un de ses membres en 1978, qui « n'était pas pour moi un groupe de Sudbury », Cano et autres étant devenus des lieux de mémoire partagés par l'ensemble de la francophonie ontarienne¹⁵. Mais l'attrait qu'exerce Sudbury sur la francophonie d'Ottawa a ses limites, surtout lorsque celle-ci se fait méfiante envers les acteurs et les initiatives qui viennent d'ailleurs.

On est d'avis que la francophonie d'Ottawa a disposé, somme toute, de meilleurs atouts que celle de Sudbury pour se développer. L'un des leaders que nous avons rencontrés a formulé une thèse intéressante à cet égard :

J'ai une théorie... Ma théorie c'est qu'à Sudbury, j'ai l'impression que les gens étaient beaucoup plus isolés. La question de l'identité franco-ontarienne, les luttes étaient beaucoup plus présentes chez eux. C'est pourquoi c'est de là que vient la création d'un symbole comme celui du drapeau. Mais où est-ce que ce drapeau a été hissé officiellement les premières fois sur des édifices publics? Pourquoi n'ont-ils jamais été capables de leur côté de le faire hisser à l'hôtel de ville alors qu'il ne nous a fallu que deux ans pour le faire de notre côté?... Moi, ma théorie, c'est qu'on vivait dans des univers complètement différents.

Il est clair que, pour lui, Sudbury opère comme un miroir qui lui fait prendre toute la mesure de la capacité

¹⁵ François Paré, « L'institution littéraire franco-ontarienne et son rapport à la construction identitaire des Franco-Ontariens », dans Jocelyn Létourneau et Roger Bernard (dir.), *La question identitaire au Canada francophone : récits, parcours, enjeux, hors-lieux*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1996, 292 p.

d'Ottawa d'exercer un certain pouvoir sur la base de relations moins conflictuelles avec la majorité. Plus tard dans l'entretien, il fera référence au climat de bonne entente qui aurait régné ici et qui aurait facilité la mise en place de certaines grandes institutions francophones de la région. Par ailleurs, on évoque beaucoup moins le Sudbury d'aujourd'hui, comme si la communauté avait perdu, au fil des ans, sa capacité de se poser comme une référence pour les francophones d'Ottawa. Les « univers » auraient évolué indépendamment l'un de l'autre et l'intérêt pour ce qui s'y passe aurait diminué.

C'est en tant que siège du gouvernement provincial qu'on réfère à Toronto. On s'y déplace pour faire des représentations auprès du gouvernement ontarien, pour y manifester. L'un des grands témoins raconte le déménagement de l'ACFO provinciale de Vanier, dans la région de la capitale nationale, vers Toronto. La francophonie ontarienne allait à ses yeux gagner beaucoup à se rapprocher de *Queen's Park*. Il a aussi vu dans la décision de l'organisme de déplacer ses bureaux dans la capitale provinciale une façon de « court-circuiter Ottawa ». Il n'est pas clair s'il parle ici de la francophonie d'Ottawa, qui aurait selon lui trop de poids au sein de l'organisme, ou de l'emprise du gouvernement fédéral sur les affaires de la communauté.

La communauté francophone de Toronto, quant à elle, est plutôt absente du discours. On réfère quelquefois à l'une ou l'autre de ses institutions culturelles ou médiatiques, pour y avoir travaillé ou encore pour avoir collaboré avec elles. Mais on ne semble pas voir dans la francophonie torontoise une source d'inspiration. L'un de nos interlocuteurs qualifie son déménagement dans la capitale provinciale comme un « exil ». Et la seule caractéristique

qui semble digne de mention quant à sa communauté francophone est l'accueil qu'elle fait à sa minorité ethnique.

Au contraire, certaines caractéristiques plus négatives de la vie française à Toronto sont rappelées au passage. C'est ainsi que lorsqu'on souligne la fermeture d'une paroisse de Vanier, à Ottawa, on rappelle que la paroisse Sacré-Cœur de Toronto a connu le même sort. Et on affiche ses craintes quant à ce que de telles fermetures révèlent sur l'état de la francophonie d'ici.

Quant à l'Ontario, vu comme un ensemble, on notera avec intérêt que le discours change. Lorsqu'ils relatent leurs premiers engagements notamment, dans les années 1960, la province ne fait pas vraiment partie des représentations des leaders que nous avons rencontrés. Un de nos interlocuteurs l'explique en ces termes :

En passant, ce monde-là ne se connaissait pas, ou s'ils se connaissaient, ils ne se parlaient pas beaucoup. Il n'y avait pas de liens. Ces liens-là se sont créés par la suite. Et ça s'est passé en grosse partie dans la région ici. Dans le Nord, ils n'étaient pas tellement au courant. Ils suivaient ça, mais de loin. Donc il n'y avait pas cette conscience provinciale encore. Il n'y avait pas la conscience qu'il y a eue à Montfort entre autres, celle qui reconnaissait que ce qui se passait à Montfort était important pour le Nord, était important pour le Sud, était important pour l'Acadie, était important pour le Manitoba... Cette conscience-là n'est pas arrivée avant les années 90.

La province n'en est pas moins parvenue à s'imposer dans les représentations. Et on mentionne plus souvent « la province » dans le rappel des événements plus récents qui ont marqué l'histoire d'Ottawa. Les gains obtenus en matière d'éducation en français à l'échelle de la province et la reconnaissance des droits des francophones de l'Ontario à des services gouvernementaux – bien que

limités à des régions désignées, quoique personne n'ait évoqué cet aspect de la loi – y sont sûrement pour beaucoup dans ce changement de perspective. Ainsi, tous nos interlocuteurs, même s'ils étaient invités à parler de la présence française à Ottawa, en sont venus à parler de l'Ontario dans son ensemble, de la communauté franco-ontarienne en général, de ses ambitions, de ses réalisations. Nous y reviendrons.

Le Québec, la francophonie canadienne et l'Amérique française

Ainsi l'Ontario s'est imposée au fil du temps dans la géographie mentale des grands témoins. Ceux-ci aurait, parallèlement, pris progressivement leur distance face au Québec. Plusieurs d'entre eux ont mentionné les États généraux du Canada français, d'autres la montée du souverainisme. Pour d'autres, ce sont les politiques du gouvernement fédéral telles qu'elles ont été modulées par ce qui se passait au Québec qui ont marqué les représentations du Québec ou encore les effets sur la francophonie ontarienne de la montée du mouvement indépendantiste au Québec.

Dans ma vie privée, c'était présent, et c'était présent dans toute la francophonie. C'est sûr que j'ai célébré l'arrivée de René Lévesque au pouvoir parce que, wow, enfin la francophonie se prenait en main. Tout le monde, je pense, était content, peu importe nos options politiques.

Mais en même temps on sentait, surtout depuis les derniers États généraux, on sentait que la francophonie se faisait tasser.

Mais il n'est pas beaucoup question du Québec, dans la durée. On rappelle, bien sûr, certains liens au sein de

la société civile, tels que les relations entre les Patro¹⁶ ou les tournées de spectacles. On a aussi évoqué le Québec comme source d'inspiration, en ce qui a trait à la quête d'autonomie. « Il fallait faire un peu comme le Québec l'avait fait. Il fallait être maître chez nous dans le domaine de l'éducation ». L'Acadie a aussi été prise en exemple pour sa fibre nationaliste.

Quand on parle du Québec, c'est cependant souvent pour souligner son « indifférence », reprenant ainsi une vieille litanie dans le discours franco-ontarien¹⁷. Plus d'un la reprend à son compte. Certains sont amers. On pointe par exemple du doigt le discours sur Radio-Canada dont les yeux ne sont rivés que sur « le Plateau¹⁸ ». Les autres sont plus neutres et insistent sur les différences fondamentales entre le Québec et la francophonie canadienne.

Et moi, j'ai toujours eu une notion du Québec. Le Québec ne nous connaît pas mais le Québec est là. Puis s'il n'y avait pas le Québec, on ne serait pas là nous non plus. Alors il faut avoir le Québec français comme le pivot, l'ancrage de la francophonie au Canada. Mais notre réalité à nous, elle est différente.

¹⁶ Fondés par les Religieux de St-Vincent-de-Paul à partir de 1884, les Patro sont des organismes visant à encadrer le développement des jeunes par les loisirs. Le Patro d'Ottawa, fondé en 1957, est désormais l'unique membre hors Québec d'un réseau de sept Patro. En milieu minoritaire ottavien, le Patro se donnait une mission d'autant plus grande : la sauvegarde de la culture et de la langue françaises par l'entremise des loisirs en français. Voir Patro d'Ottawa, « Les 50 premières années », <http://www.patro-ottawa.com> (consulté le 14 janvier 2016).

¹⁷ Michel Bock, « L'État fédéral, le Québec et les minorités françaises. La marginalisation de la thèse des peuples fondateurs dans la presse française de Sudbury (1960-1975) », dans Jean-Pierre Wallot (dir.), *La gouvernance linguistique: le Canada en perspective*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, coll. « Amérique française », 2005, p. 207-226.

¹⁸ Notre interlocuteur fait ici référence au Plateau Mont-Royal, quartier branché et hautement médiatisé de Montréal.

L'un de nos interlocuteurs commente l'effet de ces réalités différentes sur la culture, tel qu'il l'observait lors d'un concours auquel participaient des jeunes de toutes les composantes de la francophonie canadienne, incluant le Québec :

Puis moi, je te garantis que dans 98 pour cent des cas j'aurais pu dire « Québécois », « Franco ». Comme ça. Pourquoi? Québécois, c'était hum-hum. Ma petite communauté. L'ouverture d'esprit sur le monde, l'ouverture d'esprit du Canada, l'ouverture d'esprit des solutions, etc., c'était toujours les francophones hors Québec qui l'avaient. Leur discours est complètement différent, complètement différent.

Et c'est là que tu voyais la richesse de la culture franco-ontarienne ou acadienne. Ils étaient beaucoup plus ouverts parce que... peut-être parce qu'ils étaient confrontés à des problèmes beaucoup plus sérieux que le gars de Jonquière, par exemple. À Jonquière, c'est Jonquière, puis ça finit là.

Un autre rappelle comment une délégation de l'ACFO provinciale a tenté, à la fin des années 1980, de mieux faire connaître l'Ontario français aux Québécois.

Ce sont les récits qui portent sur la mise en place d'institutions culturelles francophones à Ottawa qui font la plus large place au Québec. L'attraction exercée sur les artistes par Montréal – ou par les lieux qui sont sous son influence, tels le Centre national des arts –, pour lesquels la métropole constitue « des aboutissements », se révèle une motivation puissante. Un des grands témoins soulève plus particulièrement la question de la place à faire aux Québécois au sein de ces institutions naissantes. Relatant les critiques virulentes des artistes d'ici envers le choix de faire monter des Québécois sur la grande scène du Festival franco-ontarien, il rappelle, outre les facteurs économiques, la vision de ses organisateurs d'offrir à la communauté la chance de se voir comme partie d'un

espace francophone plus large que celui de l'Ontario français. Cet espace inclut, outre le Québec, les autres provinces du Canada et la Louisiane. Un autre évoquera l'ouverture de la revue *Liaison* sur l'Amérique française, faisant remarquer : « il y a une communauté francophone en Amérique du Nord, elle ne vient pas juste du Québec, elle n'est pas juste descendante du Québec; il y a plus de francophones à Los Angeles qu'il y en a à Saint-Boniface ».

Il n'en insistera pas moins à la fin de son témoignage sur le rôle unique du Québec en ce qui concerne la préservation du français. C'est ainsi qu'il n'hésite pas à affirmer :

Disons-le clairement : s'il n'était pas arrivé au Québec ce qui est arrivé au Québec, je ne sais pas ce que seraient devenus la communauté franco-ontarienne, la communauté franco-manitobaine, puis les Acadiens... On aurait périclité, je pense, beaucoup plus vite. On ne serait pas rendu où nous sommes rendus maintenant s'il n'y avait pas eu ce qui s'est passé au Québec.

Il livrera un vibrant plaidoyer pour des liens plus étroits avec le Québec, dont il faut cesser, à son avis, de se méfier et appelle à la mise en place de structures visant le rapprochement entre la francophonie canadienne et le Québec.

À l'échelle internationale

Le leadership d'Ottawa s'est par ailleurs abreuvé à l'échelle internationale. Celui-ci occupe, en effet, une place non négligeable dans le récit qui nous a été fait d'Ottawa, lieu de vie française. Pour avoir séjourné pour certains à l'extérieur du pays dans leur jeunesse ou pour y avoir tout simplement voyagé, les grands témoins n'hésitent pas à référer à la francophonie internationale pour dépendre les réalisations ou les ambitions de la communauté francophone d'Ottawa.

Certaines expériences de jeunesse semblent avoir fortement marqué les représentations. Les voyages et les stages en France sont évoqués plus spécialement. Parmi les autres lieux-cultes qui habitent aussi l'imaginaire franco-ontarien d'Ottawa, les États-Unis occupent une place particulière. On aurait manifesté contre la guerre du Vietnam ici même au pavillon Tabaret de l'Université d'Ottawa. Et la Californie, l'Université Berkeley, le mouvement hippy ont servi de sources d'inspiration pour des actions menées dans la région, dans divers dossiers, à la même époque¹⁹. Enfin, on mentionne aussi les mouvements nationalitaires dans d'autres régions du monde. Plus largement, tout ce qui concerne « la gauche » ailleurs sur la planète a beaucoup intéressé nos interlocuteurs, dans leur jeunesse.

C'est la francophonie internationale qui, plus tard, s'est imposée dans la géographie de la francophonie d'Ottawa. Certains de nos interlocuteurs s'y intéressent d'autant plus qu'ils ont réalisé des mandats dans différentes composantes de l'espace francophone mondial. L'un déplore le peu d'intérêt de la communauté pour les affaires internationales. D'autres insistent sur l'importance pour elle de participer à l'ensemble plus large formé par la francophonie internationale.

Ces propos sur le Festival franco-ontarien constituent un excellent exemple du ton employé.

Si on voulait continuer à grossir, puis à grossir, puis à grossir, il fallait aller chercher Charlebois. Il fallait aller chercher tout ce monde-là. À partir d'un certain moment, au niveau international, on allait chercher des Africains puis des gens de Nouvelle-Orléans,

¹⁹ L'Amérique latine et ses intellectuels socialistes sont aussi évoqués par les leaders francophones d'Ottawa, selon Linda Cardinal et Marie-Hélène Eddie. Voir « Mouvement C'est l'temps », *Centre de recherche en civilisation canadienne-française*, 8 août 2012, <http://www.crcfc.uottawa.ca/mclt> (consulté le 25 septembre 2015).

puis on allait chercher des gens d'un peu partout; parce que... Pour nous, comme organisateurs, c'était un 'statement' politique et social qu'on tentait de faire.

Je me souviens des discussions qu'on avait autour de la table. On se disait : « il faut aussi démontrer aux Franco-Ontariens qu'ils font partie d'un ensemble qui est beaucoup plus gros que les luttes d'école... qu'ils font partie d'un ensemble national et international.

L'immigration et la diversification de la francophonie d'Ottawa font aussi partie intégrante du discours. Si certains ne font que les évoquer au passage, d'autres insistent sur les changements majeurs qui se sont opérés dans la composition de la population francophone d'Ottawa. L'un des grands témoins s'inquiète de l'absence des francophones d'ailleurs au sein des institutions franco-ontariennes d'ici. On les recrute difficilement dans le personnel et ils ne participent pas à leur gouvernance.

Aujourd'hui, si tu n'as pas cette ouverture-là, tu perds complètement le nord. Tu vas dans une école secondaire aujourd'hui, puis la minorité, ce sont les Canadiens français. À Ottawa, c'est la révolution depuis 30 ans. C'était cette couleur-là et puis là, c'est une autre couleur complètement.

Ce qui me surprend encore... – et ça, c'est peut-être de notre faute, les gens autour de la table, et d'autres tables – c'est que ce que je viens d'évoquer, c'est la réalité dans les écoles secondaires, mais ça n'a pas encore monté en haut... Ce n'est pas encore ailleurs. Ce n'est vraiment pas ailleurs... Dans les réunions de Franco-Ontariens, de la francophonie ontarienne, oui, il y a des Africains mais ils sont toujours très peu nombreux. Même chose pour d'autres pays ou d'autres... Ils sont très peu nombreux, alors que quand tu vas dans les institutions d'éducation, il y en a énormément... Mais ce qui me surprend, c'est qu'ils n'ont pas encore percé. Il doit y avoir un 'glass ceiling' là.

Ottawa, des deux côtés du miroir

Bref, le discours des grands témoins d'Ottawa paraît passablement fermé, au plan de la géographie. Les autres lieux de vie française ne sont présents qu'en de rares moments de l'histoire où il s'est avéré impossible pour ces leaders de ne pas prêter attention aux événements qui se passaient ailleurs – qu'on pense à l'effervescence culturelle de Sudbury ou à l'affirmation souverainiste du Québec. Sinon, on ne parle essentiellement que d'Ottawa, ce qu'on y a accompli, dans la durée, sans référer aux progrès réalisés ailleurs, en ce qui a trait à la consolidation du français et à l'épanouissement de la communauté qui le parle. Le jeu de miroir évoqué en introduction aurait comme effet qu'on ne voit plus qu'Ottawa, qui prend toute la place dans la représentation.

De plus, lorsqu'on se prête à la comparaison, c'est toujours ou presque, pour faire ressortir la préséance d'Ottawa. Non seulement la ville est-elle le lieu où nos interlocuteurs ont passé la majorité de leur vie, fait leur carrière, œuvré au sein de la francophonie, mais elle est aussi pour la majorité d'entre eux le lieu par lequel tout, ou presque, a pu se faire en Ontario français. Son rôle à cet égard est si important à leurs yeux, qu'ils en oublient la contribution des autres lieux de vie française, tant à l'échelle régionale que provinciale ou nationale. Ottawa est non seulement le « modèle », mais c'est par ici que tout se passe.

C'est ainsi qu'en relatant les péripéties entourant la création des conseils scolaires francophones de l'Ontario, ils se réapproprient parfois des événements qu'ils n'ont pas vécus, ayant eu lieu ailleurs dans la province. Ainsi, pour l'un d'entre eux, « 80 pour cent de l'histoire des conseils scolaires francophones, ça s'est passé à Ottawa. Il

ne faut pas se leurrer là. Ça s'est passé à Ottawa ». D'autres épisodes de l'histoire de l'Ontario français semblent relativement insignifiants pour nos interlocuteurs. À un point tel que l'on en vient même à attribuer à Ottawa les succès des francophones obtenus ailleurs, comme en fait foi ce témoignage :

Le focus [du Festival franco-ontarien], au début, c'était des artistes locaux de la région puis des artistes francophones, franco-ontariens. Nous n'allions chercher que très peu d'artistes québécois, à ce moment-là. Mais dès la troisième année, toutefois, c'est nous qui sommes les premiers qui avons produit CANO au Centre national des arts, à l'Opéra. Les gens du Centre national des arts nous avaient dit : « Vous ne remplirez jamais l'Opéra avec un groupe franco-ontarien, franchement! Vous rêvez en couleur! ». Alors on n'avait pas chargé trop, trop cher parce qu'on voulait être sûr que la salle serait remplie. C'était rempli! C'était à guichet fermé! Les gens n'en revenaient pas. Comment juste avec un groupe franco-ontarien, on avait pu réussir cela.

Le brouillage des représentations va encore plus loin, nous semble-t-il, les jeux de miroir évoqués plus haut suscitant ici des effets assez étonnants. Nous avons observé par exemple qu'Ottawa se confond souvent, dans les propos que l'on a tenus sur Ottawa, lieu de vie français, avec la région de l'Est de l'Ontario. Comme c'est souvent le lot de toutes les métropoles que de se voir au centre de leur région d'influence, il n'y a rien là de très surprenant. Leurs institutions attirent les populations des localités environnantes, dont l'espace de vie déborde inéluctablement sur celui de la grande ville. L'extension du réseau routier y contribue par ailleurs. Si bien qu'entre ces dernières et leur périphérie, la frontière s'estompe. La ville est partout, et on ne distingue plus entre quartiers centraux, banlieues, périphéries plus ou moins éloignées. Le récit des grands témoins laisse croire qu'un tel phénomène s'est opéré chez eux et que la francophonie d'Ottawa

se confond de plus en plus pour eux avec celle de l'Est ontarien. Les migrations pendulaires entre Rockland, Plantagenet, Alfred, voire Hawkesbury et Ottawa n'y sont pas étrangères.

Or, cette confusion entre les échelles se retrouve aussi à d'autres niveaux. Ainsi, on parle souvent de l'Ontario lorsqu'on raconte des événements qui se sont pourtant passés à Ottawa, et non seulement pour faire référence à leur portée provinciale. Si bien que le récit des grands épisodes de l'histoire de la vie française d'Ottawa que nous ont offert nos interlocuteurs vient à se superposer avec celui qui concerne la province dans son ensemble, ne distinguant plus entre l'une et l'autre. On relate, par exemple, les gains réalisés en matière de reconnaissance légale à l'échelle de l'Ontario ou en éducation pour témoigner des réalisations de la francophonie locale ou régionale, et vice-versa, comme si les deux se confondaient dans la mémoire, s'équivalaient dans l'imaginaire. Il s'ensuit un grand flou quant à la géographie : Ottawa, l'Est ontarien, l'Ontario s'entremêlent dans le discours, dont on ne sait pas toujours très bien à quelle échelle il se réfère. Le fait que plusieurs leaders franco-ontariens d'Ottawa travaillent ou œuvrent dans des institutions dont l'action est provinciale l'explique sûrement en partie. Le regard posé depuis des médias qui couvrent tout l'Ontario, depuis une association provinciale, ou encore depuis un bureau du gouvernement de l'Ontario n'est certes pas le même que celui qu'on poserait depuis un organisme local. Un emploi fédéral aurait aussi des répercussions sur les représentations de la communauté. Sans compter la proximité géographique avec le pouvoir religieux, politique et autre, depuis M^{sr} Plourde jusqu'à Madeleine Meilleur. Quoiqu'il en soit, on perçoit que

« c'est toute la même gang », qui agit aux différents paliers. Si bien que les visions d'ici et d'ailleurs s'entremêlent, se confondent. Ottawa, lieu de vie française, serait ainsi des deux côtés du miroir. Cet extrait en témoigne :

Mais je pense que probablement le facteur le plus important, ça a été la multiplication des organismes et la spécialisation des organismes. Avant, il y avait l'ACFO. Elle faisait tout. Puis, il y a eu la Fédération des francophones hors Québec. Mais à partir de là, on s'est retrouvé avec une multitude de voix dans le domaine de la culture, des femmes, de l'économie. On s'est enrichi.

La communauté francophone du Canada, de l'Ontario, d'Ottawa aussi en un sens, s'est spécialisée, et devenue plus articulée. Et ça je pense que ça a été très important.

Conclusion

Ainsi vus sous l'angle de l'espace géographique, les grands témoins de la vie française d'Ottawa ont tendance à reléguer les autres lieux de la vie française dans l'ombre. Des trois capitales de l'Ontario français, Ottawa, capitale politique, prend toute la place dans leurs cartes mentales, hormis une mention par certains de Sudbury qui prend de l'importance grâce à son rôle dans la formation de l'identité culturelle ontarioise actuelle. Si l'évocation d'autres lieux n'est pas très présente dans le discours de ces leaders francophones d'Ottawa, ceux-ci n'en ont pas moins été hautement connectés avec le reste de l'Ontario français. De fait, leurs mémoires d'Ottawa, telles qu'elles apparaissent dans leurs témoignages, sont loin de s'en tenir aux seules dynamiques internes de la communauté. Elles incluent aussi de nombreuses références à la façon dont cette dernière s'est édifiée au contact des autres composantes de la francophonie ontarienne et canadienne, au sein d'un faisceau d'échanges qui fait que leurs

destins sont irrémédiablement liés, comme le soutiendraient les géographes Doreen Massey et Michel Lussault²⁰. Il est clair que ces leaders de la communauté franco-ottavienne ont tissé de nombreux liens avec des individus venant d'ailleurs en Ontario français, ainsi que par l'entremise d'institutions œuvrant sur la scène provinciale, voire nationale. De plus, les grands témoins évoquent leur participation au sein de nombreuses luttes sociopolitiques qui s'étendent au-delà des frontières ottaviennes, des conflits qui marqueront cette ère transformatrice pour la francophonie ontarienne. Bien que nous n'ayons pas l'occasion de passer en revue tous les détails de ces espaces-réseaux, nous pouvons offrir quelques pistes de réflexion que nous proposent leurs mémoires.

Le témoignage d'un de ces bâtisseurs quant à l'implication de l'ACFO provinciale dans des communautés qui menaient des luttes particulièrement difficiles au cours des années 1970, permet de mieux comprendre les réseaux qui existaient à l'époque entre Ottawa et le reste de la province.

Ce qui m'avait frappé, c'était qu'on était tout le temps en conflit scolaire. On avait à peine la chance de sortir d'un conflit qu'il y en avait un autre qui émergeait à l'autre bout de la province. On me disait tout le temps : « Vas là, et puis essaie de voir ce qu'on peut faire ». Et c'était tout le temps parce qu'on était minoritaire. C'était tout le temps une majorité unilingue anglaise qui décidait des réponses éducatives à nos besoins.

Le récit qu'il nous a offert de la vie française d'Ottawa ne laisse aucun doute quant au rôle qu'a joué cette expérience dans sa géographie mentale. Non seulement sa participation à divers événements-phares dans le reste

²⁰ Doreen Massey, *For Space*, Londres, SAGE, 2005, 222 p.; Michel Lussault, *L'homme spatial : la construction sociale de l'espace humain*, Paris, Le Seuil, 2007, 363 p.

de la francophonie ontarienne a-t-elle contribué à forger ses images des communautés dans lesquelles il était dépêché, mais aussi, à travers elles, sa représentation de ce que la francophonie d'Ottawa partageait avec elles. Bien qu'à notre demande, les grands témoins du Chantier Ottawa se soient surtout entretenus avec nous de l'espace francophone d'Ottawa, des témoignages comme celui-ci illustrent qu'au fil de leur engagement dans la région de la capitale nationale, ils ont vu aussi les autres communautés franco-ontariennes dans le miroir – ne serait-ce que par l'entremise des espaces-réseaux qui les réunissaient. C'est ainsi que leur action à l'échelle locale a pu s'inscrire dans la grande transformation institutionnelle, culturelle et politique qui a marqué, durant cette période, tout l'Ontario français.

Références

- Barth, Frederik (dir.), *Ethnic groups and boundaries: The social organization of culture difference*, Londres, Allen & Unwin, 1969, 153 p.
- Bock, Michel, « L'État fédéral, le Québec et les minorités françaises. La marginalisation de la thèse des peuples fondateurs dans la presse française de Sudbury (1960-1975) », dans Jean-Pierre Wallot (dir.), *La gouvernance linguistique : le Canada en perspective*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, coll. « Amérique française », 2005, p. 207-226.
- Cardinal, Linda et Marie-Hélène Eddie, « Mouvement C'est l'temps », *Centre de recherche en civilisation canadienne-française*, 8 août 2012, <http://www.crcf.uottawa.ca/mclt> (consulté le 25 septembre 2015).
- Centre de recherche de recherche en civilisation canadienne-française « Chantier Ottawa », <http://arts.uottawa.ca/crcf/recherche/chantier-ottawa> (consulté le 14 janvier 2016).
- Dumont, Fernand, *L'avenir de la mémoire*, Québec, Nuit blanche, « Conférences publiques de la CEFAN », 1995, 95 p.
- Giddens, Anthony, *The constitution of society: Outline of the theory of structuration*, Cambridge, Polity Press, 1984, 402 p.
- Gilbert, Anne et Marie-Pierre Bérubé, « Du village à la métropole : les nouvelles communautés franco-ontariennes », dans Dean Louder et Éric Waddell (dir.), *Franco-Amérique*, Québec, Septentrion, 2008, p. 61-81.
- Gilbert, Anne, Michel Bock et Joseph Yvon Thériault (dir.), *Entre lieux et mémoire. L'inscription de la francophonie dans la durée*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2009, 367 p.
- Gilbert, Anne, Luisa Veronis, Marc Brosseau et Brian Ray, *La frontière au quotidien. Expériences des minorités à Ottawa-Gatineau*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2014, 375 p.
- Gilbert, Anne et Danielle Migeon, « Mémoires francophones d'Ottawa », dans Anne Gilbert, Michel Bock, Linda Cardinal, Lucie Hotte et François Charbonneau (dir.), *Ottawa, lieu de*

- vie français*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2017, p. 633-663.
- Halbwachs, Maurice, *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997, 295 p.
- Landry, Michelle, Martin Pâquet et Anne Gilbert (dir.), *Mémoires et mobilisations*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2015, 307 p.
- Lussault, Michel, *L'homme spatial : la construction sociale de l'espace humain*, Paris, Le Seuil, 2007, 363 p.
- Massey, Doreen, *For Space*, Londres, SAGE, 2005, 222 p.
- Massey, Doreen, *Space, Place and Gender*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1994, 289 p.
- Paré, François, « L'institution littéraire franco-ontarienne et son rapport à la construction identitaire des Franco-Ontariens », dans Jocelyn Létourneau et Roger Bernard (dir.), *La question identitaire au Canada francophone : récits, parcours, enjeux, hors-lieux*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1996, 292 p.
- Patro d'Ottawa « Les 50 premières années », <http://www.patro-ottawa.com> (consulté le 14 janvier 2016).
- Statistique Canada, « Ottawa, Ontario (Code 3506008) et Ontario (Code 35) (tableau) », *Profil du recensement, Recensement de 2011*, n° 98-316-XWF au catalogue.

ANNEXE 1²¹

Biographies des grands témoins

Georges Bédard

Né à la Basse-Ville en 1945, Georges Bédard étudie les sciences politiques et l'administration publique à l'Université Carleton où il est fondateur et directeur du groupe Enquête Pollution/Pollution Probe.

Il s'implique davantage dans les dossiers locaux lorsqu'il devient président d'Action Côte-de-Sable / Comité de citoyens de planification de la Côte-de-Sable. Élu pour la première fois en 1974, Georges Bédard est conseiller municipal à la Ville d'Ottawa de 1974 à 1980 et de nouveau de 2003 à 2010. Parmi les dossiers qui lui tenaient à cœur en tant que conseiller municipal étaient le développement urbain, l'itinérance, les règlements municipaux sur le bruit et un parc de la paix au parc Strathcona.

Au cours des années 1980, Georges Bédard est un des directeurs à Héritage Canada / Heritage Canada, travaillant par la suite au sein de la fonction publique.

Au-delà de ses activités au sein de la communauté ottavienne, Georges Bédard s'engage aussi au sein de la francophonie locale. Il est l'un des fondateurs du Festival franco-ontarien (FFO) en 1976. Il continuera à s'impliquer au niveau de l'organisation du FFO pendant plus de dix ans. Il préside le conseil d'administration du Patro pendant les années 1980.

²¹ Cette biographie est tirée de notre texte, intitulé « Mémoires francophones d'Ottawa », *op. cit.*

Lucien Bradet

Né en 1942 à Kénogami dans le Saguenay-Lac-Saint-Jean, Lucien Bradet fréquente l'Université d'Ottawa afin de compléter ses études pré-universitaires et universitaires, dont une maîtrise en sociologie.

Il commence à s'impliquer en tant que président de la section du Mouvement universitaire national pour le développement outre-mer (MUNDO) de l'Université d'Ottawa. Au début des années 1970, il sera le vice-président de l'ACFO. Il participe aussi à la Commission d'enquête culturelle (rapport Saint-Denis) en tant que recherchiste.

Lucien Bradet s'acquitte de mandats en tant que conseiller scolaire, président du conseil d'administration de la Nouvelle Scène, président de la Radio communautaire francophone d'Ottawa et président du réseau des services de santé en français de l'Est de l'Ontario.

Au début des années 1980, il prépare un rapport qui influera sur les politiques de bilinguisme de la Ville d'Ottawa jusqu'à aujourd'hui.

Fonctionnaire de carrière, Lucien Bradet occupe de nombreux postes de direction à Information Canada, au ministère de l'Expansion économique régionale et à Industrie Canada. En 2004, il a été nommé le premier président et directeur général du Conseil canadien pour l'Afrique.

Fernan Carrière

Né en janvier 1948 dans la paroisse Saint-François-d'Assise dans l'Ouest d'Ottawa, Fernan Carrière et sa famille quitteront Ottawa pour le Québec sept ans plus tard. Il y reviendra en 1960 pour devenir pensionnaire au

Petit séminaire d'Ottawa. Il fréquentera l'Université d'Ottawa à deux reprises : au cours des années 1960 il étudie à la faculté de philosophie (aujourd'hui l'Université Saint-Paul) et il complète une MBA entre 1989 et 1994.

Fernan Carrière est écrivain, rédacteur, réviseur et communicateur. Il laisse sa trace au sein du milieu universitaire dès son premier séjour à l'Université d'Ottawa où il est directeur de la Rotonde et secrétaire général de la Presse étudiante nationale.

Il commence sa carrière professionnelle en tant que journaliste et chroniqueur à Radio-Canada aux Affaires publiques ontariennes à la radio (CBOF) de 1974 à 1983. Fernan Carrière continuera sa couverture de l'Ontario français en tant que directeur des Éditions Interlignes et rédacteur en chef de *Liaison* de 1983 à 1987. Il travaillera aussi aux communications au sein de la fonction publique, ainsi qu'auprès de groupes de défense des intérêts des citoyens.

Pierre de Blois

Né rue King Edward dans la Basse-Ville d'Ottawa, Pierre de Blois grandit dans le quartier voisin de la Côte-de-Sable. Il fréquente l'école secondaire de l'Université d'Ottawa et deviendra par la suite un diplômé de l'Université d'Ottawa en tant que telle.

Pierre de Blois mène une carrière au sein de la fonction publique, notamment en tant que directeur exécutif de l'Association professionnelle des cadres supérieurs de la fonction publique canadienne (APEX) de 1993 à 2005.

Impliqué dans plusieurs aspects de la vie ottavienne, il dirige Action Côte-de-Sable de 1972 à 1980, il préside l'ACFO Ottawa-Carleton de 1975 à 1980 et fonde le Festival franco-ontarien en 1976, organisme qu'il préside

de 1985 à 1992. Il a été membre de nombreux conseils d'administration, dont celui de l'Hôpital Montfort.

Membre du bureau des gouverneurs de l'Université d'Ottawa, il a été président et coprésident de comités et de groupes de travail sur les programmes et services en français de l'université. Pierre de Blois a également participé, à titre d'organisateur ou de conseiller stratégique, à de nombreuses campagnes électorales dont celle de Georges Bédard.

Rolande Faucher

Née en 1941 dans la Basse-Ville d'Ottawa, Rolande Faucher y demeure jusqu'à l'âge de 13 ans lorsque sa famille déménage dans la Côte-de-Sable. Elle complète l'École normale à l'Université d'Ottawa. Plus tard, elle y retournera pour compléter un baccalauréat et une maîtrise en sociologie.

Rolande Faucher commence sa carrière professionnelle en tant qu'enseignante. Plus tard elle travaillera en tant que chercheuse au service de la Bibliothèque du Parlement pendant les années 1980 et 1990, ainsi que pour l'Association des enseignantes et enseignants franco-ontariens (AEFO).

Élue au conseil consultatif de langue française d'Ottawa en 1971, elle y siège à titre de membre de 1971 à 1974 et à titre de présidente de 1975 à 1976.

En 1979, elle préside le Mouvement d'implication d'Orléans (MIFO), ainsi que le comité de mise sur pied du Centre culturel d'Orléans. Elle est également membre fondatrice du conseil d'administration du studio des jeunes d'Orléans en 1982.

Rolande Faucher s'est aussi impliquée au-delà de la francophonie ottavienne; elle a été présidente de l'ACFO

provinciale de 1988 à 1990 et membre du conseil d'administration de la Fédération des francophones hors Québec (FFHQ) en 1988.

Gérard Lévesque

Né en 1946 à Gatineau, Gérard Lévesque grandit dans la Basse-Ville d'Ottawa. En 1969, il avait complété ses deux premiers baccalauréats (en arts de l'Université d'Ottawa et en philosophie de l'Université St-Paul). Gérard Lévesque retourne aux études, terminant ses études en droit à l'Université d'Ottawa en 1986.

Gérard Lévesque s'acquittera de mandats en tant que secrétaire général et directeur général de l'ACFO provinciale, ainsi que directeur général de l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario (AJEFO) de 1991 à 2001.

Gérard Lévesque a beaucoup œuvré dans le milieu scolaire franco-ontarien. Par exemple, de 1975 à 1976, il a été président du Comité de langue française du Conseil scolaire d'Ottawa, ainsi que président régional de l'Association française des conseils scolaires de l'Ontario (AFCSO) de 1977 à 1979.

Aujourd'hui, Gérard Lévesque partage son temps entre Toronto et Calgary. Au-delà de militer pour les droits linguistiques et droits scolaires des francophones en situation minoritaire, il a été juge suppléant à la Cour des petites créances de Toronto de 1997 à 2015. Il est aussi chroniqueur pour *Le Chinoook*, le *Franco* et *L'Express* de Toronto.

Jacqueline Pelletier

Née en 1945 dans l'ancienne paroisse Saint-Charles du quartier New Edinburgh dans l'est d'Ottawa, à l'âge de neuf ans Jacqueline Pelletier déménage avec sa famille dans la paroisse des Dominicains plus à l'ouest. Complétant d'abord une formation en enseignement à l'Institut des professeurs de français à la Sorbonne en 1967, elle poursuit ensuite des études en histoire et en psychologie à l'Université Carleton en 1973.

Animatrice et agente des activités communautaires au secteur de l'Éducation permanente du Collège Algonquin, Jacqueline Pelletier est l'une des instigatrices du mouvement « C'est l'temps! » Elle s'est rapidement fait connaître en tant qu'animatrice et intervieweuse pour des émissions d'affaires publiques dont *Le Lys et le Trillium* à TFO de 1987 à 1992.

Jacqueline Pelletier est impliquée dans de nombreux aspects de la vie française à Ottawa et ailleurs en Ontario français. L'on peut dénombrer parmi ses nombreux engagements, sa présidence au conseil d'administration-fondateur de la Cité Collégiale de 1989 à 1993. De 1993 à 1995, elle a été présidente du Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine. De plus, elle a été présidente du conseil d'administration de la Nouvelle Scène de 1998 à 2001.

Alain Poirier

Né à la Basse-Ville d'Ottawa en 1951, Alain Poirier et sa famille déménagent à Vanier lors des grandes rénovations du quartier en 1968. Il fait des études en récréologie à l'Université d'Ottawa.

Au cours des années 1970, Alain Poirier s'implique au sein du Comité du réveil de la Basse-Ville, il milite au sein du mouvement « C'est l'temps! » en plus de travailler à l'ACFO provinciale. Après avoir habité à Sudbury et à Toronto, Alain Poirier revient à Vanier où il habite encore. Au fil des ans, il a œuvré au sein du milieu théâtral franco-ontarien – notamment avec Théâtre Action, le Théâtre d'la corvée et la Nouvelle Scène. Aujourd'hui, ce sont ses enfants qui font maintenant partie de ce monde théâtral.

Alain Poirier a également été directeur du Patro d'Ottawa de 1997 à 2002, organisme qu'il avait lui-même fréquenté pendant sa jeunesse. Enfin, en tant que coordonnateur de la division des services en français de la Ville d'Ottawa de 2003 à 2010, il a été au centre du débat sur la politique de bilinguisme officiel ottavienne.